

3- Un plan intitulé «Réfection de la structure de retenue du lac Équerre – Coupes: actuelle et projetée», feuille 2, daté, signé et scellé le 13 février 2013 par M. André Delorme, ingénieur, Adriel Expert-Conseil inc.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

60007

Gouvernement du Québec

Décret 784-2013, 3 juillet 2013

CONCERNANT l'approbation des plans et devis du Séminaire de Québec pour le projet de modification de structure du barrage situé à l'exutoire du lac Cruche, sur le territoire non organisé du Lac-Jacques-Cartier

ATTENDU QUE le Séminaire de Québec soumet, pour approbation du gouvernement, les plans et devis du projet de modification de structure du barrage situé à l'exutoire du lac Cruche, sur le territoire non organisé du Lac-Jacques-Cartier;

ATTENDU QUE les travaux projetés consistent principalement à adoucir les pentes amont et aval des digues d'âiles à une inclinaison de 4H: 1V, à ajouter une géomembrane pour la section déversante et à mettre en place un enrochement de protection sur les talus ainsi que sur le déversoir;

ATTENDU QUE le barrage est situé sur une partie non divisée du cadastre de la paroisse de Saint-Tite-des-Caps, sur le territoire non organisé du Lac-Jacques-Cartier, dans la municipalité régionale de comté de La Côte-de-Beaupré;

ATTENDU QUE les terrains affectés par le barrage et le refoulement des eaux sont du domaine privé pour lesquels le Séminaire de Québec possède tous les droits requis pour le maintien et l'exploitation du barrage;

ATTENDU QU'il s'agit d'un barrage dont l'utilité est de maintenir un lac pour des activités fauniques et récréatives;

ATTENDU QUE le certificat d'autorisation requis en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) a été délivré par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le 21 mai 2013;

ATTENDU QUE l'autorisation de modification de structure requise en vertu de l'article 5 de la Loi sur la sécurité des barrages (chapitre S-3.1.01) a été délivrée par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le 27 mai 2013;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 71 de la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13), nul ne peut construire et maintenir un barrage, une digue, une chaussée, une écluse, un mur ou un autre ouvrage servant à retenir les eaux d'un lac, d'un étang, d'une rivière ou d'un cours d'eau sans que les plans et devis s'y rapportant n'aient été approuvés par le gouvernement, à moins qu'il ne s'agisse d'ouvrages pour lesquels des plans et devis doivent être soumis à l'approbation du gouvernement en vertu d'autres dispositions de la présente loi ou d'ouvrages d'une nature non permanente visés à l'article 39;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 75 de cette loi, le gouvernement peut approuver purement et simplement tous plans et devis qui lui sont transmis pour approbation en vertu de la section IX de cette loi ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il juge opportunes ou utiles, ou en refuser l'approbation;

ATTENDU QUE les plans et devis faisant l'objet de la présente demande d'approbation ont été examinés par deux ingénieurs du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs et qu'ils ont été jugés acceptables;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs :

QUE soient approuvés, aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963, les plans et devis suivants du Séminaire de Québec pour le projet de modification de structure du barrage situé à l'exutoire du lac Cruche, sur le territoire non organisé du Lac-Jacques-Cartier :

1. Un document intitulé «Devis technique – Séminaire de Québec – Réfection de la structure de retenue à l'exutoire du lac Cruche (X0001402)», daté, signé et scellé le 31 janvier 2013 par M. André Delorme, ingénieur, Adriel Expert-Conseil inc., totalisant environ 39 pages incluant 6 annexes;

2. Un plan intitulé «Réfection de la structure de retenue à l'exutoire du lac Cruche – Situation actuelle», feuille 1, daté, signé et scellé le 31 janvier 2013 par M. André Delorme, ingénieur, Adriel Expert-Conseil inc.;

3. Un plan intitulé « Réfection de la structure de retenue à l'exutoire du lac Cruche – Concept du déversoir », feuille 2, daté, signé et scellé le 31 janvier 2013 par M. André Delorme, ingénieur, Adriel Expert-Conseil inc.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

60008

Gouvernement du Québec

Décret 785-2013, 3 juillet 2013

CONCERNANT l'approbation des plans et devis de la Régie intermunicipale du parc industriel de Beauce-Amiante pour le projet de modification de structure du barrage des Castors, sur le territoire du Village de Tring-Jonction

ATTENDU QUE la Régie intermunicipale du parc industriel de Beauce-Amiante soumet, pour approbation du gouvernement, les plans et devis du projet de modification de structure du barrage des Castors, sur le territoire du Village de Tring-Jonction;

ATTENDU QUE les travaux consistent à augmenter la stabilité et la capacité d'évacuation du canal d'évacuation et à remblayer une zone érodée du barrage des Castors;

ATTENDU QUE le barrage est situé sur les lots 4 374 350 et 4 375 127 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Beauce, sur le territoire de la municipalité régionale de comté de Robert-Cliche;

ATTENDU QUE les terrains affectés par le barrage et le refoulement des eaux sont du domaine privé et que la Régie intermunicipale du parc industriel de Beauce-Amiante détient les droits suffisants sur ces terrains;

ATTENDU QUE le certificat d'autorisation requis en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) a été délivré par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le 4 juin 2013;

ATTENDU QUE l'autorisation de modification de structure requise en vertu de l'article 5 de la Loi sur la sécurité des barrages (chapitre S-3.1.01) a été délivrée par le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs le 5 juin 2013;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 71 de la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13), nul ne peut construire et maintenir un barrage, une digue, une chaussée, une écluse, un mur ou un autre ouvrage servant à retenir les

eaux d'un lac, d'un étang, d'une rivière ou d'un cours d'eau sans que les plans et devis s'y rapportant n'aient été approuvés par le gouvernement, à moins qu'il ne s'agisse d'ouvrages pour lesquels des plans et devis doivent être soumis à l'approbation du gouvernement en vertu d'autres dispositions de la présente loi ou d'ouvrages d'une nature non permanente visés à l'article 39;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 75 de cette loi, le gouvernement peut approuver purement et simplement tous plans et devis qui lui sont transmis pour approbation en vertu de la section IX de cette loi ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il juge opportunes ou utiles, ou en refuser l'approbation;

ATTENDU QUE les plans et devis faisant l'objet de la présente demande d'approbation ont été examinés par deux ingénieurs du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs et qu'ils ont été jugés acceptables;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs :

QUE soient approuvés, aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963, les plans et devis suivants de la Régie intermunicipale du parc industriel de Beauce-Amiante pour le projet de modification de structure du barrage des Castors, sur le territoire du Village de Tring-Jonction :

1. Un document intitulé « Régie intermunicipale du parc industriel Beauce-Amiante – Devis – Pour soumission – Réaménagement de la structure d'évacuation – Barrage des Castors », daté, signé et scellé le 8 avril 2013 par M. Daniel Lapointe, ingénieur, SNC-Lavalin inc., totalisant environ 90 pages;

2. Un plan intitulé « Réaménagement de la structure d'évacuation – Municipal – Barrage des Castors – Bassin de drainage – Vue en plan », portant le numéro 608661-0010-4MDD-0001 révision 00, daté, signé et scellé le 8 avril 2013 par M. Daniel Lapointe, ingénieur, SNC-Lavalin inc.;

3. Un plan intitulé « Réaménagement de la structure d'évacuation – Municipal – Barrage des Castors – Bassin de drainage – Vue en plan, profil et coupe type », portant le numéro 608661-0010-4MDD-0003 révision 00, daté, signé et scellé le 8 avril 2013 par M. Daniel Lapointe, ingénieur, SNC-Lavalin inc.;